

Bulletin d'histoire politique

Singularité du pétainisme québécois

Yves Lavertu



Volume 3, Number 3-4, Summer 1995

La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063485ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063485ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lavertu, Y. (1995). Singularité du pétainisme québécois. *Bulletin d'histoire politique*, 3(3-4), 178–183. <https://doi.org/10.7202/1063485ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

SINGULARITÉ DU PÉTAINISME QUÉBÉCOIS*

Yves Lavertu

Journaliste

Peu d'études ont été consacrées à l'examen des sympathies québécoises envers le maréchal Pétain durant et après la guerre. Pourquoi, peut-on se demander, un si long silence? Dans le premier tome de ses mémoires *Le bruit des choses réveillées*, paru en 1969, Georges-Émile Lapalme fournit une des clés de l'explication. L'ancien chef du Parti libéral du Québec s'y décrit comme l'un des rares, au Canada français, à avoir affiché des sympathies gaullistes dès 1940. Le texte suivant, signé de sa main, est éclairant. Il a, selon toute probabilité, été rédigé après la visite du général de Gaulle au Québec, en 1967, à la suite du «Vive le Québec libre!» lancé à cette occasion:

L'étrange amnésie actuelle des grands pontifes de la presse ou d'ailleurs qui se firent les échos de Charles Maurras ou les accusateurs de de Gaulle m'en ont beaucoup appris sur la versatilité en politique nationale ou internationale et sur la malléabilité des esprits qui suivent la courbe de la victoire ou de la défaite. Tel qui dénonçait alors de Gaulle se fit un honneur de le recevoir et quand je vois aujourd'hui l'empressement que mettent certains dénigreur d'autrefois à se coller à tout ce qu'il représente, je pense au temps des déboires et je me dis qu'il serait si facile d'exhumer des textes ou d'amener des témoins. Il n'y a pas si longtemps j'écoutais l'un de ceux-là discourir devant moi et acclamer de Gaulle comme le grand homme du XX^e siècle. Il avait tout oublié, jusqu'à cette nuit durant laquelle, seul contre lui et ses amis, j'avais passionnément défendu le général deux étoiles. J'ai appris depuis que la politique opère de ces retournements selon que vous êtes puissant ou misérable¹.

Étudier le pétainisme français ou québécois, la réflexion de Georges-Émile Lapalme le démontre, cela signifie se retrouver encore aujourd'hui au cœur d'un enjeu politique: celui de la mémoire. Dans un livre récent², le journaliste Eric Conan et l'historien Henry Rouso constatent bien qu'en France, Vichy s'avère un passé qui ne passe toujours pas. Ceux-ci en appellent à un regard plus détaché sur une période devant être abordée sous l'angle de l'objet d'étude. Toutefois, la controverse ayant entouré la sortie du

livre de Pierre Péan sur le passé pétainiste du président Mitterrand montre bien le caractère toujours explosif d'une telle période³.

Au Québec, la réflexion sur Vichy se heurte plutôt au silence et à l'amnésie décrites par Georges-Émile Laplame. Quoiqu'il en soit, l'étude du pétainisme québécois se révèle digne d'intérêt au plan historique. En dehors de la France et de ses possessions territoriales, le Québec a en effet constitué l'un des endroits sur terre où l'appui à Pétain s'est montré le plus florissant.

Ce mouvement de soutien possède ici des caractéristiques qui lui sont propres. C'est pourquoi, à certains égards, l'on peut parler d'un pétainisme québécois. Afin d'établir ses spécificités par rapport au foyer principal, il devient important d'explorer quatre ou cinq facettes de ce phénomène en terre d'Amérique.

Il faudra, dans un premier temps, établir une typologie des motifs et des acteurs à l'origine de ce soutien. Puis seront abordées les formes d'expression de ces sympathies. La troisième partie sera consacrée à l'analyse de la durée du phénomène et des différentes phases l'ayant ponctué. Enfin, il faudra brièvement se pencher sur la résorption de cet appui dans la mémoire collective.

Des admirateurs de Maurras et de Salazar

De Georges-Émile Lapalme à André Laurendeau, un ancien pétainiste, la plupart des témoins s'entendent: l'arrivée de Pétain au pouvoir, à l'été 1940, a été saluée avec enthousiasme au Canada français. En France aussi, faut-il le rappeler, cet événement a créé une onde de sympathie si générale que certains historiens ont pu parler de 40 millions de pétainistes pour l'an du Nouveau Régime.

Une fois établi ce parallèle, il faut cependant reconnaître un fossé important justifiant ces adhésions. En France, la ferveur initiale prend racine dans la conjoncture dramatique qui secoue alors une population en état de choc. Pétain représente alors le sauveur pouvant épargner à la France une nouvelle hécatombe.

Au Québec, ces considérations pragmatiques ne font pas le poids devant les motifs d'un tout autre ordre. Sur les bords du Saint-Laurent, cet appui prendra dès le début une connotation idéologique en raison du profil de ses premiers adhérents. En première ligne des partisans de Pétain, on retrouve en effet l'interface de toute société qui s'intéresse aux questions internationales, c'est-à-dire l'élite. Parmi ce groupe, les admirateurs du Maréchal vont se recruter non dans la frange canadienne-anglaise mais bien chez les Canadiens français catholiques et nationalistes.

Pour une partie importante de cette élite, le régime de Pétain en évoque un autre qui a déjà bonne presse ici; celui du dictateur portugais Salazar. L'Estado Novo de Salazar plaît déjà à une frange importante des intellectuels et des membres du clergé. Baignant dans un catholicisme intégriste, cette élite en est venue à applaudir une dictature latine qui fait la part belle à l'Église en plus de mettre de l'avant un projet corporatiste. Vichy s'inscrit, selon eux, dans cette lignée et est perçu comme un clône de ce régime.

Pour comprendre les fondements du pétainisme québécois, il faut également se pencher sur l'impact de la pensée de Charles Maurras au Canada français. Bien avant la guerre, on se nourrit au lait des grands hebdomadaires littéraires et politiques d'inspiration maurassienne. L'isolationnisme canadien-français entrouvre facilement la porte lorsqu'il s'agit de faire pénétrer de France ou d'ailleurs une presse des plus conservatrices. Les abonnés y trouvent une rationalisation de leur antisémitisme et de leur anticommunisme. Fidèle à Charles Maurras qui voit dans l'arrivée de Pétain «une divine surprise», cette élite adoptera tout au long de la guerre les réflexes de cet intellectuel compromis avec Vichy.

Depuis la Révolution française, de nombreux membres du clergé «réfugiés» au Canada donnent du galon aux thèses antirépublicaines. Avec les lois du Père Combes, votées au début de ce siècle, de nouveaux contingents d'ecclésiastiques vont venir marteler le même message.

L'élite libérale, avec des journaux comme *Le Jour* ou *Le Canada*, se dissociera assez tôt des positions professées par le courant clériconationaliste. On peut tout de même parler, pour les débuts du Nouveau Régime, d'un appui massif donné par le Canada français à Pétain et à Vichy.

L'interprétation expliquant cet appui par l'admiration envers un homme politique ayant ménagé des vies françaises ne colle pas. À cinq mille kilomètres de distance, ce soutien prend au Canada français une autre couleur: Pétain symbolise ici l'archétype d'un régime souhaité par une partie des élites.

Un porte-parole: la presse clérico-nationaliste

Alors qu'en France, les sympathies envers le Maréchal prennent de multiples formes d'expression (Chantiers de la Jeunesse, Légion des volontaires, École d'Uriage, etc.), au Québec cet appui passe avant tout par le biais de la presse et du discours politique. L'accession de Pétain au pouvoir ne suscite donc pas une mobilisation comparable à celle enregistrée au moment de l'enrôlement des zouaves pontificaux au XIX^e siècle ou encore lors de la formation, avec la guerre d'Espagne, de brigades prorépublicaines.

Parmi les journaux catholiques et nationalistes accordant leur soutien, le quotidien montréalais *Le Devoir* se signale par sa ferveur. Son directeur, Georges Pelletier, écoute assidument sur récepteur à ondes courtes la propagande en provenance de Radio-Paris et de Radio-Vichy. Cette information, il la commente ensuite largement dans les pages du journal. *Le Devoir* voit ainsi en Pétain la figure la plus noble qui soit. Son «œuvre de résurrection nationale» suscite particulièrement l'intérêt.

En octobre 1940, Pelletier rendra immédiatement compte du premier statut des juifs, les excluant des principales fonctions publiques. Ainsi, quelques heures seulement après sa promulgation, le Québec saura tout de cette législation. Sans l'approuver ouvertement, le directeur du *Devoir* concède que cet antisémitisme a pour lui des circonstances atténuantes.

L'arrivée au Québec, en mars 1941, d'un émissaire prestigieux du général de Gaulle, le commandant Georges Thierry d'Argenlieu, ne réussit pas à provoquer un retournement de la presse clérico-nationaliste. Il faut toutefois signaler que le journal *L'Action Catholique*, branché sur l'épiscopat du Québec, tente, depuis les débuts de ménage de Gaulle tout en donnant crédit au Maréchal (4).

La flèche la plus blessante pour l'émissaire d'Argenlieu sera décochée à partir de Québec. Dans le numéro d'avril 1941 de *La Droite*, magazine édité dans la capitale et se voulant corporatiste, nationaliste, catholique et pétainiste, le diplomate y est traité sans ménagement. De Gaulle, son patron, constitue cependant la vraie cible. Un de ses dénigreur a pour nom Doris Lussier. Il écrit:

Entre de Gaulle, le fuyard qui s'est lâchement débiné à l'heure du danger, et Pétain qui symbolise le patriotisme le plus pur et le plus raisonné qui se puisse concevoir, notre choix est fait...

[...]

L'Europe et le monde se meurent de Liberté mal comprise; laissons-les se dépouiller du vieil homme. Préparons-nous plutôt à les voir ressusciter à la lumière de l'Autorité, de cette autorité qui se tient au-dessus et à distance aussi éloignée du libéralisme individualiste que du totalitarisme animal.

[...]

À la suite du Portugal de Salazar, de l'Espagne de Franco, et de la France, la douce et chère France de Pétain, l'humanité toute entière renaîtra au soleil de justice et de charité, nimbée de sa couronne de paix, de gloire et d'immortalité⁵.

Pas d'épuration pour le pétainisme au Québec

Le retournement contre Vichy, observé en France à partir de 1942 (et même aussi tôt que 1941), ne connaîtra pas ici la même intensité. La réaction à l'occupation allemande de la zone sud, à compter de l'automne 1942, ainsi que de nombreux autres facteurs expliquent ce virage, tandis qu'au Québec on peut à peine parler d'un changement de cap.

Cette amorce de retournement, on doit d'ailleurs la quantifier et la qualifier. À partir de 1942, on note effectivement une acceptation du personnage de Gaulle dans la presse catholique et nationaliste du Canada français. Jusqu'ici, celle-ci l'avait plutôt boudé. Les sondages font alors état d'une popularité quasi égale entre Pétain et de Gaulle.

De ça, on ne peut cependant pas conclure à une baisse d'estime notable des Canadiens français envers le Maréchal. Il faut plutôt y voir une victoire du bras de fer entrepris par le fédéral et certaines autorités ecclésiastiques afin de faire «avalé» de Gaulle à la population.

À partir de cette date, Pétain est relégué au second rang dans la presse. Le pétainisme du Canada français sommeille, comme en veilleuse. La brèche dans le fort pétainiste du Québec n'est donc pas élargie de beaucoup.

Le procès de Philippe Pétain en juillet 1945 réactive le phénomène. La condamnation du Maréchal divise alors les journaux en deux camps déjà bien constitués. *Le Jour* et *Le Canada* ne s'en formalisent pas outre mesure, tandis que la presse clérico-nationaliste avec en tête *L'Action catholique* et *Le Devoir* parlent carrément d'une tache dans l'histoire de France.

L'épuration en cours à cette époque en France n'aura pas son pendant canadien-français. Il n'y a pas eu dans ce coin d'Amérique de procès du pétainisme. Le phénomène a pu continuer sur son élan de départ en perdant tout de même, au fil des années, quelques adhérents. L'admiration envers Pétain ne s'éteindra donc pas avec l'internement de ce dernier à l'île d'Yeu. En plein cœur des années 1950, certains observateurs français seront estomaqués de constater la persistance de l'idéologie vichyste au sein de l'intelligentsia canadienne-française.

L'étude de l'affaire Bernonville, cette saga juridico-politique, permet d'ailleurs de mesurer l'état de ce sentiment au tournant des années 1940. Jacques de Bernonville, un ex-chef de la Milice, s'est enfui au Québec en 1946 afin d'échapper à l'épuration française. En septembre 1948, les autorités fédérales décident de le déporter. Cependant, celles-ci se heurtent rapidement à une opposition de la part de ses supporters regroupés autour de l'historien Robert Rumilly, du maire de Montréal Camillien Houde, du député nationaliste René Chaloult et d'un vieux routier de la politique, Philippe Hamel.

Dès les premiers jours, ceux-ci en appellent à l'opinion publique canadienne-française qu'ils savent encore favorable à Pétain. Secondés par une presse nationaliste fort complaisante, ces derniers retarderont pendant trois ans le départ du collaborateur.

Tout au long de cette histoire, l'on assistera au même clivage vichyste-gaulliste ayant divisé la presse du Canada au cours de la Seconde Guerre mondiale. D'un côté, la presse clérico-nationaliste prendra parti pour Bernonville, présenté comme un fidèle du Maréchal. De l'autre, les journaux dits libéraux, appuyés par la presse canadienne-anglaise, s'opposeront au séjour prolongé de celui que l'on décrie comme un traqueur de résistants.

Le long silence

Bernonville quittera finalement le Canada pour le Brésil en 1951, mais le pétainisme québécois perdurera même après cette affaire. On en retrouve des traces au moins jusqu'à la fin des années cinquante. À ce moment, se met en place une profonde occultation de tout cet appui devenu de moins en moins honorable et défendable. Dans ses imposants mémoires, le chanoine Lionel Groulx n'en glisse pas un mot. Quant à lui, André Laurendeau aborde le sujet, en 1962, dans son livre sur la crise de la conscription. Cependant, ce dernier réécrit l'histoire de ce soutien avec un regard qui a pris vingt années de recul.

Il faut maintenant souhaiter voir l'historiographie québécoise s'intéresser de plus près à la question des rapports entre Pétain et le Québec. Tout reste à accomplir dans ce domaine. De telles recherches promettent également d'éclairer sous un nouveau jour des épisodes connus mais demandant à être à nouveau visités.

Notes

- * Le texte suivant récapitule certains passages du livre d'Yves Lavertu, *L'affaire Bernonville. Le Québec face à Pétain et à la Collaboration (1948-1951)*, Montréal, VLB éditeur, 1994, 217 pages. Quelques ajouts ont été effectués à la suite de la présentation de la communication en octobre 1994.
- 1. Lapalme, Georges-Émile, *Mémoires, tome I: Le bruit des choses réveillées*, Montréal, Léméac, 1969, p. 271-272.
- 2. Conan, Éric et Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994, 328 p.
- 3. Péan, Pierre, *Une jeunesse française François Mitterrand, 1934-1947*, Paris, Fayard, 1994, 615 p.
- 4. À lire: Robert Arcand, «Pétain et de Gaulle dans la presse québécoise entre juin 1940 et novembre 1942» dans *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Volume 44, n° 3, Hiver 1991, p. 363-395.
- 5. «Doris Lussier», dans *La Droite*, Québec, vol. 1, n° 4, 15 avril 1941, p. 19-20.